

## RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Sylvic Mayer, militante du Parti Communiste
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens
- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Pierre Déjean, militant du Parti Socialiste

Directeur de publication:

- Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc, le Clos,  
Boissy-sous-Saint-Yon 91790  
tel.: 64.91.32.75

N° 23 novembre 1993

# RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

"Rassembler à Gauche" est né de l'équipe qui en 92 avait pris l'initiative de créer un "Comité Départemental de Rassemblement à Gauche pour dire NON à Maastricht". Ce comité regroupait des militants du PS, des Verts, du PC, du Mouvement des Citoyens, ainsi que des progressistes et socialistes n'appartenant à aucune formation politique. Par la suite d'autres camarades sont venus se joindre à l'équipe de rédaction. Afin que nos lecteurs ne soient pas étonnés de trouver dans nos colonnes un article "favorable" au traité de Maastricht nous rappelons que dès la première parution de "Rassembler à Gauche" nous avons spécifié: *notre volonté de mobiliser pour proposer une autre politique dans le souci du pluralisme à gauche et du débat démocratique avec pour volonté de ne pas faire du vote OUI ou NON à Maastricht une ligne de clivage à gauche* [n° 1 de RAG, novembre 1992].

Avec l'article de Cyrille-Robert Broux, nous mettons en pratique cette volonté de favoriser le débat démocratique en tenant compte du pluralisme à gauche.

## L'UNION EUROPEENNE, ENFIN !

par Cyrille-Robert Broux

Après l'entrée en vigueur du traité de Maastricht la construction européenne accède au stade supérieur. Il était temps!

Non que ce traité soit ce que l'on pouvait souhaiter de mieux tant sur le plan du principal domaine de compétence qu'il couvre que sur celui des institutions, mais il marque une étape décisive pour l'évolution de la construction européenne. Il transforme une coopération en union, là réside toute l'importance de ce traité.

Sur le fond, il s'agit avant tout d'une union économique mais le traité ne fait en cela que parachever celui de 1957 sur la CEE que plus personne ne remet en cause aujourd'hui. L'Europe s'est construite sur une base économique d'inspiration plutôt libérale, il est donc ni surprenant ni nouveau que l'union, qui clôt plus de 35 ans d'intégration, prenne ses références dans cette logique.

Il ouvre cependant de nouveaux champs .../...

## POUR UN AUTRE PROJET EUROPEEN

par Sylvie Mayer

"Ce qu'il y a de fascinant, c'est qu'on retourne à l'Europe du Moyen Age, celle de la circulation, des réseaux de villes libres, d'universités, une Europe nomade... Mais l'Europe du Moyen Age a aussi été celle des bandes armées, des laissés pour compte, des mafias. Une des fonctions actuelles de l'état est d'assurer la redistribution qui donne une certaine égalité des chances. Si on ne maintient pas ce cadre, on retourne à l'Europe du 16ème siècle." Ainsi répond Michel Foucher directeur de l'observatoire européen de géopolitique à une question du journal La Croix du 2 novembre, sur l'Europe et les régions...

Sans parler de retour au 16ème siècle, il est vrai que l'Union Européenne telle qu'imposée par Maastricht constitue une formidable régression sociale et économique. Les initiateurs du Traité avaient d'ailleurs averti: "le grand marché générera des inégalités accrues entre les régions riches et pauvres" nous avaient-ils dit dans le rapport Ceccini sur le "coût de la non Europe". La réalité de l'Europe -et ses orientations sont déjà mises en oeuvre dans les budgets nationaux, les dérégulations, la mise en concurrence des travailleurs des douze .../...

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

## L'UNION EUROPEENNE, ENFIN !

suite

d'intervention en matière de relations extérieures, de défense et de social. Pour l'heure le contour de l'intervention communautaire dans ces domaines n'est pas précisé et certains pays de l'Union ne le souhaitent pas. Mais là, comme dans d'autres contextes, le rapport de force doit être établi.

L'innovation de ce traité demeure l'officialisation de l'Union. Il était évident que ce passage ne pourrait se faire que "dans la douleur". Pour ceux qui optent pour une simple coopération ou pour une zone de libre échange, il s'agit d'un abandon de souveraineté et cette interprétation a retenu l'adhésion des uns et justifié l'opposition des autres.

Juridiquement, un état ne peut abandonner sa souveraineté, la délégation de compétence qu'il concède par un traité ou la dénonciation du texte incriminé. Les liens et l'intégration économique, sociale et politique des pays de l'URSS n'a pas empêché la constitution des Etats Baltes et ensuite l'indépendance des autres états.

Pratiquement, il est vrai que ce processus de dénonciation est très difficile. Mais le véritable problème n'est pas là, il réside dans l'évaluation de la "souveraineté", de "l'indépendance" qu'un pays comme la France exerce effectivement en matière économique et monétaire (entre autres). Elle est illusoire et depuis longtemps. Lors de l'attaque contre le franc avant les vacances l'absence d'autonomie du gouvernement était flagrante (en dehors du plan média).

Dans le processus de la construction et d'intégration européenne il était indispensable de doter la Communauté Européenne de compétences et de pouvoirs plus larges pour lui permettre de conduire une véritable politique communautaire. Demain, la politique monétaire et économique qui en découle sera dirigée au niveau de l'Union, cela ne doit être qu'un début.

Alors on peut estimer que "Bruxelles" est loin. Je tiens à être rassurant ce n'est pas plus loin après Maastricht qu'avant. Il est du devoir de chaque citoyen à travers les institutions nationales et des responsables politiques, associatifs et syndicaux d'y être présents. Ces organisations doivent se structurer en conséquence -si elles ne l'ont pas déjà fait-. Il est grand temps que nous raisonnions tous sur un plan communautaire et "Bruxelles" sera nous!

## POUR UN AUTRE PROJET EUROPEEN

suite

pays entre eux et avec le reste du monde- ce sont des baisses de salaires des déréglementations, le dumping social, les jachères de la PAC réformée, les spéculations financières.

L'installation de l'Institut Monétaire Européen à Francfort n'est pas seulement un symbole. Elle traduit une rude réalité: l'IME, qui prépare le travail de la banque européenne, est une véritable machine à imposer la déflation aux pays dépendants de l'Allemagne. L'objectif que lui assignent les gouvernements de l'Europe, c'est selon le texte final du sommet de Bruxelles du 29 octobre "d'assurer le respect des critères figurant dans le traité de l'UEM". Rappelons que ces critères, applicables par les pays éligibles à la monnaie unique et définis pour l'essentiel par la Bundesbank, conduisent à une réduction sévère des dépenses sociales et budgétaires utiles (tout comme les ajustements structurels dans les pays pauvres...) et à des politiques monétaires destinées à favoriser les marchés de capitaux pour faciliter les besoins de financement des grands groupes...

Rappelons aussi que l'essentiel du Traité de Maastricht est issu des cogitations de la "table ronde" des patrons des plus grands groupes européens... Ce n'est décidément pas de cette Europe là que nous voulons. Ni de l'Europe des spéculateurs, ni de l'Europe de l'eurocratie avec Schengen et ses conséquences sur le droit d'asile, ni de l'Europe de la vente du sang, ni de l'Europe des enfants qui travaillent!

Il est d'ailleurs intéressant de constater que la naissance de cette Europe correspond à des mouvements de mécontentements croissants dans tous les pays de la CEE. C'est un vrai rejet qui s'exprime, des paysans aux acteurs en passant par les salariés des compagnies aériennes (Air France mais aussi Air Portugal), des salariés du secteur public: postes, énergie et espace. Ils expriment clairement à travers leurs revendications sectorielles les causes de leurs difficultés, et tous font la relation avec la construction européenne.

Ces luttes, le dialogue entre forces syndicales, forces progressistes de l'Europe, sont en train de se construire doucement mais sûrement. Ils se construisent pour bâtir une autre Europe, sociale démocratique pacifique, basée sur les atouts spécifiques de chaque pays qui la compose, avec pour objectif la satisfaction des besoins des citoyens européens, mais aussi la solidarité avec les peuples du tiers monde. Ce n'est pas en aménageant l'Europe du grand patronat qu'on obtiendra ces résultats mais en y résistant tout en avançant ces projets nouveaux.

**Ce bulletin est le votre, aidez-nous à le faire vivre.**

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom

Adresse n° rue

Prénom

Ville

Code postal

Je verse la somme de 50 fr  100 fr  autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, Boissy-sous-Saint-Yon, 91790